

Violations des droits humains en Iran, en Tunisie et au Cambodge

Jeudi, le Parlement européen a adopté trois résolutions sur le respect des droits humains en Iran, en Tunisie et au Cambodge.

Iran: l'empoisonnement de centaines d'écolières

Se référant à de nombreuses attaques survenues depuis novembre 2022, à la suite desquelles des milliers de femmes et de filles à travers l'Iran ont été empoisonnées à l'aide de produits chimiques toxiques, ce qui les a empêché de fréquenter l'école, les députés condamnent avec la plus grande fermeté cette tentative atroce de réduire les femmes et les filles au silence.

Exhortant les autorités à garantir aux filles un accès non discriminatoire à l'éducation, les députés demandent au régime iranien d'abroger toute législation discriminatoire à l'égard des femmes et des filles.

Ils exhortent le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à charger la mission d'enquête internationale indépendante d'une enquête indépendante sur les empoisonnements des écolières et à ce que les coupables répondent de leurs actes. La résolution condamne l'inaction du régime depuis des mois, ainsi que sa dissimulation délibérée des rapports crédibles faisant état d'empoisonnements systématiques contre des écolières et appelle les autorités iraniennes à laisser la mission d'enquête internationale indépendante et le Rapporteur spécial des Nations unies avoir pleinement accès aux informations sur la situation des droits humains dans le pays.

Le Parlement réitère également son appel au Conseil pour qu'il ajoute le Corps des gardiens de la révolution islamique sur la liste des organisations terroristes et qu'il étende la liste des sanctions de l'Union européenne, y compris dans le cadre des mécanismes mondiaux de sanctions de l'Union européenne en matière de droits humains, à tous les responsables de violations de ces droits en Iran, y compris le Guide suprême Ali Khamenei, le président Ebrahim Raisi et le procureur général Mohammad Jafar Montazeri.

La résolution a été adoptée par 516 voix pour, 5 contre et 14 abstentions. Pour plus de détails, le texte intégral sera [disponible ici](#). (16/03/2023)

Tunisie: Récentes atteintes à la liberté d'expression et d'association et aux syndicats, le cas du journaliste Nouredine Boutar

Profondément préoccupés par la dérive autoritaire du président Saied et son instrumentalisation de la situation socio-économique désastreuse de la Tunisie pour renverser la transition démocratique historique du pays, les députés demandent la fin de la répression en cours à l'encontre la société civile dans le pays.

Ils exhortent les autorités tunisiennes à libérer immédiatement Nouredine Boutar, directeur de la plus grande station de radio indépendante de Tunisie, qui a été arrêté le mois dernier par des unités antiterroristes pour des motifs politiques et des allégations infondées.

Le Parlement demande instamment aux autorités de libérer toutes les personnes détenues arbitrairement, y compris les journalistes, les juges, les avocats, les militants politiques et les syndicalistes, et de respecter la liberté d'expression et d'association et les droits des travailleurs, conformément à la Constitution tunisienne et aux traités internationaux.

Exhortant le chef de la politique étrangère de l'UE Josep Borrell et les États membres à dénoncer publiquement la grave détérioration de la situation des droits humains en Tunisie, les députés demandent la suspension des programmes spécifiques de soutien de l'UE aux ministères de la justice et des affaires intérieures.

Le Parlement condamne également fermement le discours raciste du Président Saied contre des migrants subsahariens et les attaques qui ont suivi et appelle les autorités à se conformer aux lois internationales et nationales.

La résolution a été adoptée par 496 voix pour, 28 contre et 13 abstentions. Pour plus de détails, le texte intégral sera [disponible ici](#) (16/03/2023).

Cambodge: le cas du chef de l'opposition Kem Sokha

Le Parlement appelle les autorités cambodgiennes à libérer immédiatement et sans condition le chef de l'opposition, Kem Sokha, ainsi que tous les militants de l'opposition condamnés ou détenus pour des motifs politiques.

Les députés demandent instamment aux autorités de garantir des élections libres et régulières en juillet 2023, permettant à tous les partis politiques de mener des campagnes électorales égales, libres et transparentes dans le cadre d'une commission électorale nationale plus inclusive et transparente. Le plus grand parti d'opposition, le Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC), doit être rétabli immédiatement en vue de sa participation aux élections de 2023.

La résolution demande également que le VOD, l'un des derniers médias indépendants du Cambodge qui a été fermé en février, soit rétabli immédiatement. Elle invite instamment le Conseil à adopter des sanctions ciblées, dans le cadre du régime mondial de sanctions de l'UE en matière de droits humains, afin que toutes les personnes responsables de graves violations de ces droits ainsi que de la dissolution de l'opposition cambodgienne et des répressions qui ont suivi aient à répondre de leurs actes.

La résolution a été adoptée par 496 voix pour, 11 contre et 36 abstentions. Pour plus de détails, le texte intégral sera [disponible ici](#) (16/03/2023).

En savoir plus

[Commission des affaires étrangères](#)

[Sous-commission "Droits de l'homme"](#)

[Enregistrement vidéo des débats \(15/03/2023\)](#)


[Communiqué de presse - Le Parlement demande de nouvelles sanctions contre le régime iranien \(19/01/2023\)](#)


[Produits multimédias](#)

Contacts

Snježana KOBESČAK SMODIŠ

Attachée de presse

 (+32) 2 28 32547 (BXL)

 (+32) 470 96 08 19

 snjezana.kobescak@europarl.europa.eu

 foreign-press@europarl.europa.eu

 [@EP_HumanRights](https://twitter.com/EP_HumanRights)

Communiqué de presse

Viktor ALMQVIST

Attaché de presse

☎ (+32) 2 28 31834 (BXL)

📱 (+32) 470 88 29 42

✉ viktor.almqvist@europarl.europa.eu

✉ foreign-press@ep.europa.eu

🐦 [@EP_HumanRights](https://twitter.com/EP_HumanRights)
